



## Assemblée européenne de sécurité et de défense Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Communiqué de presse n°38/2010

### Une Union africaine forte est aussi nécessaire qu'une Union européenne forte

**Bruxelles, le 17 septembre 2010** - A l'occasion de la Présidence belge de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale, l'Assemblée européenne de sécurité et de défense / Assemblée de l'UEO a organisé, avec le soutien du Parlement fédéral belge, les 15 et 16 septembre à la Chambre des représentants, à Bruxelles, une conférence de haut niveau sur le thème « **UE-Afrique : un partenariat pour le développement et la sécurité** ». De nombreux Présidents des parlements nationaux et autres parlementaires de pays européens et africains y ont débattu des questions liées au développement et à la sécurité avec des orateurs de premier plan, représentant des institutions de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Le 15 septembre, la conférence a été ouverte par la Présidence belge de l'UE/UEO, représentée par **M. Charles MICHEL**, Ministre belge de la Coopération au développement, **M. André FLAHAUT**, Président de la Chambre des représentants de Belgique, et **M. Danny PIETERS**, Président du Sénat de Belgique, aux côtés de **M. Robert WALTER MP**, Président de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense (AESD) et de **M. Jean PING**, Président de la Commission de l'Union africaine. La première séance de la conférence a examiné « l'état actuel et les perspectives » du partenariat stratégique Afrique-UE sur le développement. (voir notre [Communiqué de presse 37/2010](#)).

Au cours de la deuxième séance portant sur « **La coopération de l'ONU et de l'UE avec l'Union africaine en matière de paix et de sécurité** », **M. Romano PRODI**, Président du Panel UA-ONU sur le maintien de la paix en Afrique, a plaidé pour que l'Europe traite avec l'Afrique « en tant que continent ». Il faut que les relations Europe-Afrique cessent d'être dominées par des politiques bilatérales. L'ennemi de l'Afrique est la fragmentation. Il est donc nécessaire de coopérer avec les Nations unies. En ce qui concerne le maintien de la paix en Afrique, l'Union africaine (UA) a un rôle fondamental à jouer (formation, standardisation des équipements, exercices, etc.). D'autre part, un dialogue actif entre l'UA et l'ONU est essentiel pour optimiser les synergies entre ces deux organisations dans le cadre d'opérations communes. Mais certains pays ont des difficultés à accepter que les pays africains puissent disposer d'une structure opérationnelle pour utiliser en commun leurs capacités militaires. Des membres importants du Conseil de sécurité des Nations unies sont encore trop habitués aux relations bilatérales et se méfient d'un rôle politique de l'UA. Or nous devons mettre fin à ces rapports bilatéraux, comme le fait la Chine de son côté, a insisté **M. PRODI**.

**M. Roeland VAN DE GEER**, Représentant spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs africains, a souligné qu'il est certes essentiel que l'Afrique joue un rôle moteur, mais le soutien de la communauté internationale est tout aussi important pour régler les problèmes actuels dans la région des Grands Lacs. L'UE appuie notamment les quatre principaux processus régionaux dans cette zone (à savoir le Processus de Nairobi concernant le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), le Processus de Goma en RDC, le Processus de Djouba en Ouganda et le Processus du Burundi). Outre ces quatre processus, l'UE se concentre sur quatre grands domaines : la réforme du secteur de la sécurité (RSS), notamment en RDC, en coopération avec d'autres partenaires internationaux, ainsi que la lutte contre l'exploitation et le trafic illicites de ressources naturelles en RDC, contre les personnes suspectées de génocide et les dirigeants du Front démocratique pour la libération du Rwanda (FDLR) en Europe, et contre les violences sexuelles.

Pour **M. Jon LOMØY**, Directeur de la coopération pour le développement, OCDE, il faut accorder une plus grande importance aux concepts d'appropriation et de prééminence du gouvernement dans les pays africains, sinon l'échec est garanti.

Au cours du débat, **M. Jean PING**, Président de la Commission de l'Union africaine (UA), a appuyé les analyses de **M. PRODI** en prenant pour exemple la Somalie. Les Africains fournissent des troupes pour aider ce pays frère. Mais les pays africains n'ont pas suffisamment de moyens financiers ou de projection.

Le 16 septembre 2010, la troisième séance, consacrée à « **La coopération médicale dans le cadre des missions de l'UE** » a été présidée par **M. Doug HENDERSON**, Président de la Commission de défense de l'AESD/Assemblée de l'UEO, avec la participation de **Mme Tuija NURMI**, Présidente de la délégation finlandaise à l'AESD/Assemblée de l'UEO et ancien médecin militaire, du **Capitaine Jari AUTTI** du Service de santé finlandais et de **M. Christopher STOKES**, Directeur général, Médecins Sans Frontières (MSF). Mme NURMI a présenté un rapport sur « **La coopération médicale entre les forces armées européennes** » ([Document 2076](#)) lors de la session plénière de l'Assemblée de juin 2010.

La quatrième séance sur la « **Prévention des conflits et gestion des crises en Afrique – études de cas** » a été présidée par **Mme Marie ARENA**, Vice-Présidente de la Commission des relations extérieures et de la défense du Sénat de Belgique.

**M. Armand DE DECKER**, Ministre d'état, Vice-Président du Sénat de Belgique, a salué l'initiative et les travaux de l'Assemblée de l'UEO /AESD. Il a aussi souligné que le monde avait besoin d'une Europe qui soit davantage unie et davantage présente, et qui, par sa politique d'aide au développement, s'attaque aux causes profondes de l'instabilité dans certaines parties du globe, en particulier en Afrique. L'Europe se doit de remplir ses engagements en matière de financement pour la réalisation des Objectifs de développement du millénaire. A ce propos, il s'est félicité que la Belgique soit le sixième pays donateur à atteindre la norme requise de 0,7% du PIB consacré à l'aide publique au développement.

Pour **M. Koen VERVAEKE**, Représentant de l'UE auprès de l'Union africaine, Addis Abeba, la paix est la condition sans laquelle aucun développement n'est possible en Afrique. L'approche multilatérale est fondamentale. La « Facilité de paix » de l'UE est un instrument efficace qui permet d'accorder un financement prévisible aux troupes de l'Union africaine engagées dans des opérations de maintien de la paix.

**Mme Rosalind MARSDEN**, Représentant spécial de l'UE au Soudan, a évoqué le soutien vigoureux apporté par l'UE pour que l'Accord de paix global de 2005 puisse être mis en œuvre intégralement et en temps opportun. Elle s'est dite préoccupée par les retards rencontrés dans la préparation des référendums sur le futur statut d'Abyei et sur l'autodétermination pour le Sud-Soudan et a exhorté les parties à intensifier leurs efforts en la matière et à régler définitivement les points litigieux des arrangements post-référendum. Elle a précisé que l'UE allait envoyer une mission d'observation des référendums au Soudan afin de suivre toutes les étapes du processus et fournir des experts techniques pour soutenir les travaux de la Commission sur le référendum au Sud-Soudan et le Panel de haut niveau de l'Union africaine. La situation sécuritaire et humanitaire au Darfour est toujours un sujet de grave préoccupation. L'UE est un grand donateur d'aide humanitaire pour le Darfour et elle a contribué à sauver des milliers de vies. Il importe à l'Union que la sécurité s'améliore, que les civils soient protégés, qu'un accès humanitaire soit possible dans tout le Darfour, que tout retour s'effectue uniquement sur la base du volontariat et que les mesures favorisant la justice et la réconciliation soient encouragées. La situation dans le Soudan oriental doit également retenir l'attention, car les indicateurs du développement humain sont parmi les plus mauvais du pays. L'UE a soutenu les programmes portant sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et les moyens de subsistance dans le Soudan oriental et attend avec intérêt de participer à la conférence du Koweït d'ici la fin de l'année. Elle tient à ce que les organisations humanitaires aient plus facilement accès à la région.

Le **Général de brigade Jean-Philippe GANASCIA**, ancien Commandant de la force EUFOR Tchad/RCA, a rappelé que cette force européenne avait eu pour principal objectif de protéger les acteurs humanitaires présents sur le terrain, sans mêler de leurs actions. Les 10 000 soldats européens qui ont servi successivement au Tchad et en République centrafricaine ont fait preuve d'une « cohésion opérationnelle », dont nos pays peuvent être fiers. Mais pour l'avenir, l'UE doit encore accroître ses ambitions et ses capacités en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

**Mme Elise FORD**, OXFAM International, a reconnu l'utilité de la mission EUFOR Tchad/RCA, qui a rassuré la population locale. Mais il a manqué une approche globale de l'UE afin de s'attaquer parallèlement aux racines du conflit, c'est-à-dire au processus politique susceptible de mener à la paix à long terme, y compris au niveau régional. Il faudrait mettre en place une action diplomatique commune avec l'Union africaine.

**M. Mohamed Ibn CHAMBAS**, Secrétaire général, ACP, s'est dit partisan d'un dialogue renforcé avec l'Union européenne. Selon les prévisions du FMI et de l'OCDE, le continent africain devrait connaître une forte croissance dans les décennies à venir, ce qui est prometteur. Mais les situations sont très diverses. En ce qui concerne la Somalie, par exemple, depuis 1991, des millions de personnes ont péri en raison du conflit et de la pénurie alimentaire. Nombre de déplacés et de réfugiés sont victimes de violences et ne bénéficient ni de soins de santé, ni de l'accès à l'éducation. Les actes de piraterie se sont multipliés, avec des conséquences dramatiques pour les pays de la région, qui vivent en particulier de la pêche, des activités portuaires et du tourisme.

A l'issue de ces deux journées de riches débats, les délégués des parlements africains invités à cette conférence de haut niveau ont publié une « [Déclaration commune](#) », formant le vœu que le partenariat UE-Afrique se consolide et soit respectueux des intérêts des deux parties.

**M. Piero FASSINO**, Président de la Commission politique de l'AESD/Assemblée de l'UEO et rapporteur sur l'Afrique, a clôturé la conférence en constatant que l'Afrique d'aujourd'hui était une Afrique à deux visages, celui d'un « continent perdu » mais aussi et de plus en plus celui d'un « continent prometteur ». L'Afrique est à la croisée des chemins, a-t-il estimé. Il est temps de faire un « bond en avant » dans les relations entre l'Union européenne et l'Afrique. Il faut aussi voir l'Afrique comme une « unité » afin qu'elle pèse de son « juste poids » sur la scène politique et économique mondiale. Il faut donc une Union africaine forte, comme nous avons besoin d'une Union européenne forte.

Les conclusions de cette conférence serviront de base à un rapport de la Commission politique de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, qui sera présenté par le président et rapporteur de la commission, **M. Piero FASSINO (Italie, Groupe socialiste)**. Le projet de recommandation politique, qui accompagnera ce rapport, sera voté lors de la prochaine **session plénière** de l'Assemblée qui se tiendra du **mardi 30 novembre au jeudi 2 décembre** à **Paris**, au Palais d'Iéna.

<http://www.assemblee-ueo.eu>

AESD - Service Presse et Information - 43, avenue du Président Wilson - 75775 Paris Cedex 16 - France  
Tél. ++33.1.53.67.22.00 - Fax ++33.1.53.67.22.01 - email : [press@assembly.ueu.int](mailto:press@assembly.ueu.int)  
(Si vous souhaitez modifier vos coordonnées dans nos listes d'envoi, veuillez appeler le ++33.1.53.67.24.79)